

Les votes à droite en périurbain : « frustrations sociales » des ménages modestes ou recompositions des classes populaires ?

Violaine Girard

Davantage portés à droite ou à l'extrême-droite, les votes périurbains suscitent un intérêt croissant. Leur interprétation laisse pourtant souvent insatisfait : plutôt que le déclassement ou la relégation, Violaine Girard montre que ces votes traduisent les profondes transformations qui affectent depuis plusieurs décennies les fractions stables des milieux populaires.

Alors qu'ils sont longtemps demeurés absents des représentations communes, les territoires périurbains font l'objet d'une attention croissante, notamment à l'occasion des échéances électorales nationales. À l'issue des présidentielles de 2007, les votes des pavillonnaires, dont bon nombre seraient acquis à Nicolas Sarkozy, ont ainsi été opposés à ceux enregistrés dans les banlieues, plus souvent favorables à la gauche (Cartier *et al.* 2008). À l'occasion des élections de 2012, la presse consacre à nouveau de nombreux articles à ces territoires, étroitement associés aux ménages « modestes » qui s'y installent en achetant un pavillon individuel¹. Dans ces zones résidentielles, les ouvriers et employés seraient largement favorables à la droite et bien souvent convertis au vote Front national². Et, pour expliquer un tel constat, c'est la thèse de la relégation des ménages périurbains qui est convoquée. Selon le géographe Christophe Guilluy, ces ménages seraient les « oubliés » de la « France périphérique », auraient « le sentiment de subir la mondialisation » et vivraient, en marge de la métropolisation, « une profonde crise identitaire et culturelle »³. Or, ce type d'explication, aussi évocateur soit-il, apparaît bien trop simplificateur. En rapportant ces votes aux « frustrations sociales » de catégories modestes qui seraient reléguées loin des métropoles, il tend à homogénéiser des situations en réalité très diversifiées. Surtout, en insistant sur la thèse du déclassement, il empêche de voir les profondes transformations sociales qui affectent les classes populaires depuis une trentaine d'années, en matière de rapport à l'emploi et au travail, mais aussi de trajectoires sociales et résidentielles. À partir d'une enquête dans un espace périurbain populaire d'une grande agglomération, il est possible de revenir sur ces interprétations.

¹ Parmi de nombreux exemples : « Ouvriers, employés, ces oubliés qui vivent la rage au cœur », par Rachida El Azzouzi et Mathieu Magnaudeix (*Mediapart*, 28 février 2012) et « Aux portes des pavillons où séduit "Marine" », Thomas Wieder (*Le Monde*, 29 février 2012). Signalons au passage que ces reportages portent uniquement sur des communes situées en Seine-et-Marne, choisies sans doute par commodité par les journalistes parisiens.

² Entérinant ces conclusions, des enquêtes de l'Ifop montrant que Marine Le Pen enregistre ses meilleurs scores des espaces situés entre 30 et 50 km des agglomérations de plus de 200 000 habitants sont ainsi largement reprises. Le 29 février 2012, *Le Monde* consacre sa une et un article à un sondage sur les intentions de vote (« Dans la France péri-urbaine, le "survote" pour le Front national exprime une colère sourde », Thomas Wieder) et, le 25 avril 2012, *Le Figaro* publie des résultats similaires à partir cette fois des résultats du premier tour (« En grande périphérie, le FN emporte la mise », Albert Zennou).

³ « Il faut parler des classes populaires », Entretien avec Christophe Guilluy, par Joseph Confavreux, Mathieu Magnaudeix et Hugo Vitrani, *Mediapart*, 21 janvier 2012.

Une vision simplificatrice des espaces périurbains et des classes populaires

Si cette interprétation des votes à droite des périurbains semble désormais largement répandue, elle comporte de nombreux écueils sur lesquels il convient de revenir. Tout d'abord, l'approche par « gradient d'urbanité », basée sur l'addition des votes en fonction de l'éloignement des lieux de résidence au centre des agglomérations, fait l'objet de nombreuses critiques méthodologiques : retenir comme seul critère de variation des votes la « distance à la ville » revient en effet à agréger des données disparates, sans tenir compte de la diversité des territoires considérés (Bussi *et al.* 2011). Ce critère apparaît fort réducteur, au regard de la complexité des configurations électorales périurbaines, mise en évidence par les travaux statistiques de Jean Rivière (2011). Uniquement construit à partir des pourcentages de suffrages exprimés, il laisse enfin de côté la question des effectifs réels des votants, qui permettrait sans doute de nuancer l'importance des votes FN dans les communes rurales du périurbain, comme le relève Guy Burgel⁴. Une telle approche semble ainsi largement spéculative, surtout lorsque l'on sait que l'étude empirique sérieuse des votes FN recèle de nombreuses difficultés, liées notamment à la forte volatilité de ces votes, qui empêche de parler d'un « électorat » régulier et acquis à ce parti (Lehingue 2003).

C'est ensuite la thèse de la « relégation » ou des « frustrations sociales » des périurbains, mobilisée comme unique sésame explicatif de la montée des votes FN, qui apparaît fort contestable. Elle repose en effet sur des catégories sociologiques grossières, alors que l'on sait que les ouvriers et les employés contemporains appartiennent à des mondes sociaux largement différenciés (Vigna 2012, p. 303 ; Chenu 1990), ce qui amène les sociologues à préférer parler de classes populaires au pluriel (Schwartz 1998). Car s'il serait absurde de nier qu'une part des ouvriers et des catégories populaires votent aujourd'hui à droite ou à l'extrême droite, on oublie trop souvent que les pratiques électorales des ouvriers se caractérisent avant tout par une forte dispersion, tant des modalités de participation – non-inscription, abstention intermittente ou régulière – que des orientations des votes – entre gauche, droite ou extrême-droite (Collovald 2004, p. 142). La situation au regard de l'emploi (statuts stables ou précaires), les qualifications professionnelles ainsi que le secteur d'emploi (industrie, artisanat, secteur des services) ou encore le clivage entre secteur public et privé constituent d'importants facteurs explicatifs des écarts de participation et des divergences d'orientations politiques relevés parmi les groupes ouvriers contemporains. C'est enfin le rôle des appartenances subjectives à la condition ouvrière qui apparaît déterminant pour saisir les positionnements politiques et les tendances à la droitisation parmi ces groupes (Lehingue 2011, p. 247-254).

Et si les espaces périurbains sont marqués par une surreprésentation des classes populaires, relevée en moyenne à partir des catégories agrégées des ouvriers et des employés⁵, il reste que l'on connaît peu les caractéristiques sociales de ces ménages des classes populaires, non plus que leurs conditions d'emploi et de vie. Les conclusions faisant des ménages « modestes » les principaux vecteurs de la montée des votes FN dans le périurbain ont donc toutes les chances de reposer sur des généralisations hasardeuses et abusives.

Peu soucieuse de contextualisation sociologique fine, l'idée d'une précarisation croissante des ménages populaires du périurbain laisse largement de côté la question de la recomposition des lieux et des formes d'emploi en périphérie des grandes agglomérations. Le constat de la déstabilisation massive des statuts d'emploi ne doit en effet pas masquer le mouvement de redéploiement des pôles d'emploi en cours depuis les années 1980 dans les espaces périurbains : les communes périurbaines enregistrent en effet une forte progression de l'emploi industriel : celui-ci y croît de 5 % entre 1990 et 1999, alors qu'il connaît une chute de 16 % dans les pôles urbains (Gagné *et al.* 2005, p. 7). Tous

⁴ « Le périurbain n'est ni de droite, ni de gauche », Guy Burgel, *Le Monde*, 9 mars 2012.

⁵ Comme le montre l'enquête emploi 2010 de l'Insee, la moitié des ouvriers résident dans des communes rurales ou périurbaines de moins de 2 000 habitants ou dans des agglomérations de moins de 20 000 habitants.

secteurs d'activité confondus, ce sont près de « quatre emplois supplémentaires sur 10 [qui sont localisés] dans le périurbain entre 1999 et 2007 »⁶ (Beaucire et Chalonge 2011, p. 61).

Territoire industriel et recomposition des classes populaires

L'enquête ethnographique entamée en 2002 que nous menons dans la Riboire, un territoire industriel dominé par les classes populaires, permet de mettre au jour les évolutions complexes qui s'opèrent au sein de ces espaces périurbains. Dans le principal canton étudié, la moitié des hommes actifs ayant un emploi sont ouvriers, quand, chez les actives, la part des employées s'élève à près de 50 % et celle des ouvrières à 20 % en 1999. Ces chiffres doivent toutefois être précisés. Du côté des hommes, la forte proportion des ouvriers s'accompagne d'importantes évolutions : le maintien d'une part élevée d'ouvriers masque en effet la baisse des effectifs des ouvriers non qualifiés (passés de 23 à 18 % de l'ensemble des actifs occupés entre 1982 et 1999), au profit des salariés qualifiés, ouvriers (30 % en 1982 et 1999) ainsi que techniciens et agents de maîtrise (de 9 % en 1982 à 18 % en 1999), des évolutions qui renvoient à la hausse généralisée des postes qualifiés dans l'industrie en France⁷.

Espace privilégié d'accès à la propriété pour les ménages des fractions supérieures des classes populaires au cours des années 1980 et 1990, ce territoire est également le siège d'un important développement économique. Il accueille depuis 1983 une zone industrielle qui représente un exemple emblématique des nouveaux pôles d'emploi implantés de façon récente dans le périurbain : celle-ci rassemble aujourd'hui plus d'une centaine d'établissements, allant des unités de production de grands groupes aux PME sous-traitantes dans des domaines d'activités divers (production automatisée, chimie, logistique, services, maintenance). On y compte en 2011 plus de 3 700 emplois en CDI ainsi que de 1 000 à 2 000 emplois temporaires. Cette croissance se traduit par de très faibles taux de chômage.

Depuis le début des années 2000, on enregistre dans ce canton des scores régulièrement supérieurs aux moyennes nationales en faveur des candidats de droite ou d'extrême droite, conjugués à des taux de participation voisins ou légèrement supérieurs aux taux nationaux. Dans l'une des communes de ce territoire, caractérisée par une forte surreprésentation des ouvriers, techniciens et employées, le score de Jean-Marie Le Pen atteint 30 % des suffrages exprimés au premier comme au second tour des élections présidentielles de 2002. En 2007, 73 % des suffrages exprimés au second tour l'ont été en faveur de N. Sarkozy. Et lors du premier tour de la présidentielle de 2012, Marine Le Pen et N. Sarkozy obtiennent des scores s'élevant respectivement à 32 et 33 %, avec un taux de participation de près de 88 % pour 604 inscrits dans la commune. Comment expliquer l'importance de ces votes à droite et à l'extrême droite ?

Recomposition des formes d'emploi et promotions résidentielles

Non pas victimes de la mondialisation, comme pourrait le diagnostiquer Christophe Guilluy (2010), les salariés de cette zone industrielle dynamique sont plus précisément confrontés aux réorganisations massives des formes d'emploi : la création de la zone de la Riboire répond en effet, au cours des années 1980, aux stratégies « de contournement des forteresses ouvrières » mises en œuvre par les grands groupes industriels (Noiriel 2002, p. 222). Cette nouvelle zone se caractérise ainsi par l'éclatement des formes d'organisation du travail, lié au recours à la sous-traitance et à la différenciation des statuts d'emploi. Certains ouvriers y sont durement soumis à la précarisation et à

⁶ Données concernant 37 aires urbaines de plus de 80 000 emplois en 1999, hors Paris, ces aires rassemblant 53 % de l'ensemble des emplois en France.

⁷ Parallèlement à la chute des effectifs d'ouvriers non qualifiés, passés de 2,5 à 1,1 million entre le début des années 1980 et la fin des années 1990 (Vigna 2012, p. 299), la part des emplois « non-manuels » de techniciens et d'agents de maîtrise connaît une hausse significative, puisque ceux-ci représentent 5,9 % des actifs en 2005 contre 4,7 % en 1982 (Bosc 2008, p. 21-24).

l'intensification des contraintes au travail, et leurs trajectoires professionnelles sont bien souvent marquées par des changements d'entreprises qui traduisent la difficulté d'effectuer sa carrière au sein d'un même établissement. Mais d'autres, notamment ceux appartenant à la génération née au cours des années 1950 et 1960 et disposant de qualifications professionnelles, parviennent à acquérir des positions relativement stables, voire à accéder à la maîtrise en fin de carrière. Il reste que ces formes d'organisation du travail rendent difficile la constitution de collectifs de travail soudés autour de pratiques revendicatives et de solidarité, comme cela avait pu être le cas dans les anciens bastions de la grande industrie. Elles se traduisent également par un affaiblissement des formes d'identification sociale aux lieux de travail. Si l'on souhaite analyser les transformations qui affectent les groupes ouvriers contemporains dans le périurbain, c'est donc tout d'abord du côté des formes d'emploi qu'il est important de regarder.

C'est ensuite en se penchant sur les trajectoires résidentielles que l'on peut saisir certains déterminants sociaux influant sur les votes de ces périurbains. Les ménages rencontrés dans la Riboire appartiennent à des groupes que l'on peut qualifier de « subalternes mais non démunis » économiquement (Schwartz 1998, p. 41). La majorité d'entre eux ont ainsi souhaité « faire construire », même si l'achat d'une maison individuelle nécessitait des efforts financiers importants et, très souvent, une part d'auto-construction. Leur installation dans le périurbain est alors bien loin d'être vécue comme une relégation : elle s'accompagne par exemple de la scolarisation des enfants dans le public, alors que certains ménages avaient parfois tenté de contourner, par l'inscription dans le privé, les lycées et collèges des banlieues où ils résidaient auparavant. De nombreux ménages d'ouvriers et d'employées investissent également la scène résidentielle et y entretiennent une sociabilité avec le voisinage, source de valorisation sociale dans l'espace local. Le fait d'être propriétaire constitue alors un élément clé de la définition des positionnements sociaux de ces ménages qui se veulent « respectables », et qui ont choisi de s'installer à distance des quartiers de banlieue et de leurs résidents stigmatisés. Plus largement, ceux-ci manifestent des aspirations à la promotion sociale qui s'inscrivent au sein de l'espace des styles de vie « conformes » des classes populaires et qui correspondent au pôle de l'embourgeoisement, décrit par Gérard Mauger comme lié à l'accès à la propriété et à l'attrait exercé par la possibilité de « se mettre à son compte » (2006, p. 32). Plusieurs enquêtés, un chauffeur routier et un ancien ouvrier devenu chef de chantier, se sont ainsi lancés dans l'accès au statut d'indépendant, en ouvrant un restaurant routier et un commerce de services automobiles. À l'inverse, ces ménages paraissent éloignés, dans leurs modes de vie, du modèle incarné par les « classes moyennes à capital culturel » (Schwartz 1998, p. 160).

Des votes à motivations multiples

On peut ainsi mettre en lumière certains déterminants sociaux des votes des périurbains des classes populaires : dévalorisation des identifications ouvrières, effritement des collectifs syndicaux et imposition de nouveaux modes d'organisation du travail, en même temps qu'ouverture des possibles sociaux pour certaines fractions supérieures des classes populaires en lien avec la recomposition des territoires industriels, ainsi que, sur le plan de l'offre politique, légitimation des discours de disqualification des groupes sociaux précarisés, à droite comme à gauche. Ces périurbains, situés du côté de l'emploi privé, propriétaires de leur logement apparaissent en effet engagés dans des efforts de distinction qui reflètent le développement d'une « conscience sociale triangulaire » (Collovald et Schwartz 2006), c'est-à-dire une conscience qui associe le sentiment de ne pas appartenir aux classes dominantes et une volonté de se distinguer des groupes précarisés. Les aspirations de ces ménages, qui apparaissent portés à valoriser des formes de stabilisation économique plutôt que l'accès à des ressources culturelles ou scolaires distinctives, reflètent également une recomposition plus générale des modèles de réussite sociale, avec l'affaiblissement, auprès de certaines fractions du salariat industriel, de l'attrait exercé par les classes moyennes du public souvent politisées à gauche.

À l'image des groupes ouvriers contemporains, marqués par une différenciation interne croissante, c'est ainsi une forte hétérogénéité qui caractérise les profils sociaux des électeurs de ce territoire, tout comme leurs motivations. Plusieurs habitants rencontrés sont ainsi portés à rejeter « le social à outrance » comme l'exprime l'un d'eux, ou bien à souhaiter la revalorisation des métiers manuels pour les jeunes, autant de positionnements qui sont légitimés par les discours actuels de la droite. L'un d'eux, chaudronnier dans une entreprise de véhicules industriels, met en avant le fait d'avoir un métier, certes « salissant », mais « où il y a du boulot », c'est-à-dire où l'on ne chôme pas. Et si certains pensent toutefois que la situation des « jeunes » sur le marché du travail est aujourd'hui difficile ou jugent les salaires de la zone industrielle peu élevés, leurs orientations politiques à droite sont également façonnées par des efforts de distinction vis-à-vis des fractions précarisées ou stigmatisées des classes populaires. Dans un contexte de défiance à l'égard des principaux responsables politiques nationaux, le vote FN attire ainsi une part des électeurs de droite qui se radicalisent.

Signalons enfin que les ouvriers, techniciens ou employés ne sont sans nul doute pas les seuls à voter pour le FN au sein de ce territoire et que, à l'inverse, tous sont loin de voter à droite ou à l'extrême droite. C'est le cas de ce retraité, qui a travaillé dans une grosse usine de construction automobile, où il était syndiqué à la CGT, avant de devenir chef de chantier dans la tuyauterie industrielle, qui explique qu'il votera toujours à gauche, en référence à son passé militant.

S'il devient aujourd'hui courant d'associer, au travers de catégories globalisantes, ménages modestes, espaces périurbains éloignés et montée des votes de droite et d'extrême droite, le cas de la Riboire permet de battre en brèche l'idée d'un mouvement univoque de droitisation des classes populaires généré par des frustrations sociales, en montrant que celle-ci est loin de toujours s'enraciner dans des trajectoires de déclassement (Cartier *et al.* 2008). Ce que l'on saisit à partir du cas de cette zone industrielle périurbaine, semblable à beaucoup d'autres, ce sont les effets sur le long terme des politiques de réorganisation de l'emploi : éclatement des statuts au sein de nombreux établissements, déstructuration des collectifs de travail et affaiblissement des formes d'identification aux lieux de travail, au profit d'un investissement sur la scène résidentielle, où nombre de ménages construisent les signes de leur respectabilité sociale au travers de leurs parcours d'accession à la propriété, à distance des quartiers populaires de banlieue. Disposant d'assises économiques autorisant leur installation en maison individuelle, ces ménages apparaissent fort éloignés des ouvriers captifs des cités (Masclat 2003, p. 92) ou encore des ouvriers de la grande industrie frappés par la montée du chômage et tentés par le vote FN (Beaud et Pialoux 1999, p. 375). On compte pourtant de nombreux électeurs de droite ou d'extrême droite parmi ces fractions supérieures des classes populaires : situés du côté de l'emploi privé, ces ménages se dissocient en effet par leurs aspirations du modèle d'ascension sociale incarné par les classes moyennes cultivées, autant d'éléments qui concourent à les éloigner de l'offre politique de gauche, soit perçue comme peu distincte de celle de la droite classique, soit décriée car trop associée aux politiques sociales.

Bibliographie

- Beucire, F. et Chalonge, L. 2011. « L'emploi dans les couronnes périurbaines, de la dépendance à l'interdépendance », in Pumain et Mattéi (dir), *Données urbaines 6*, Paris : Anthropos, p. 61-64.
- Beaud, S. et Pialoux, M. 1999. *Retour sur la condition ouvrière. Enquête sur les usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris : Fayard.
- Bosc, S. 2008. *Sociologie des classes moyennes*, Paris : la Découverte.

- Bussi, M. Colange, C. et Rivière, J. 2011. « Distance(s) à la ville et comportements électoraux. Quelques éclairages quantitatifs lors des derniers scrutins présidentiels », in Pumain et Mattéi (dir), *Données urbaines 6*, Paris : Anthropos, p. 33-42.
- Cartier, M. Coutant, I. Masclet O. et Siblot, Y. 2008. *La France des « petits-moyens »*. Enquête sur la banlieue pavillonnaire, Paris : La Découverte.
- Chenu, A. 1990. *L'archipel des employés*, Paris : Insee études.
- Collovald, A. 2004. *Le « populisme du FN ». Un dangereux contresens*, Bellecombe-en-Bauges : Éditions du Croquant.
- Collovald, A. et Schwartz, O. 2006. « Haut, bas, fragile : sociologie du populaire », *Vacarme*, n° 37, p. 50-55.
- Gaigné, C. Piguet, V. et Schmitt, B. 2005. « Évolution récente de l'emploi industriel dans les territoires ruraux et urbains : une analyse structurelle géographique sur données françaises », *Revue d'économie régionale et urbaine*, n° 1, p. 3-30.
- Guilluy, C. 2010. *Fractures françaises*, Paris : Bourin Éditeur.
- Lehingue, P. 2011. *Le vote. Approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, Paris : la Découverte.
- Lehingue, P. 2003. « L'objectivation statistique des électorats : que savons-nous des électeurs du FN ? », in Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris : Belin, p. 247-278.
- Masclet, O. 2003. *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris : La Dispute.
- Mauger, G. 2006. « Les transformations des classes populaires en France depuis trente ans », in Lojkine, Cours-Salie et Vakaloulis (dir.), *Nouvelles luttes de classes*, Paris : PUF, p. 29-42.
- Noiriel, G. 2002. *Les ouvriers dans la société française XIX^e-XX^e siècle*, Paris : Seuil.
- Rivière, J. 2011. « La division sociale des espaces périurbains français et ses effets électoraux », in Pumain et Mattéi (dir), *Données urbaines 6*, Paris : Anthropos, p. 11-20.
- Schwartz, O. 1998. *La notion de « classes populaires »*, Habilitation à diriger des recherches en sociologie, université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.
- Vigna, X. 2012. *Histoire des ouvriers en France au XX^e siècle*, Paris : Perrin.

Violaine Girard est maîtresse de conférences en sociologie à l'université de Rouen, membre du Groupe de Recherche Innovations et Sociétés et rattachée à l'équipe « Enquêtes, Terrains, Théories » du Centre Maurice Halbwachs. Elle est l'auteure d'une thèse de sociologie consacrée aux trajectoires résidentielles de pavillonnaires des classes populaires, à partir d'une enquête menée au sein d'un territoire périurbain et industriel.

Pour citer cet article :

Violaine Girard, « Les votes à droite en périurbain : “frustrations sociales” des ménages modestes ou recompositions des classes populaires ? », *Métropolitiques*, 30 avril 2012.
 URL : <http://www.metropolitiques.eu/Les-votes-a-droite-en-periurbain.html>.